TOUT EN DÉCLARANT QUE SON PARTI A DÉPASSÉ SA PROPRE CRISE

Soltani «propose son aide» aux autres partis

Aboudjerra Soltani, qui affirme que la crise interne qui secoue depuis plus d'une année son parti est finie, veut-il donner des leçons aux autres formations politiques ? Il a en tout cas déclaré qu'il allait contacter tous les partis secoués par des crises pour leur suggérer l'ouverture d'un dialogue.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - On ne désespère toujours pas au sein du MSP de voir ses dissidents revenir sur leur décision et rejoindre le parti. Solatni, qui a animé une conférence de presse hier au siège du MSP, pour faire le bilan de l'université d'été, a réitéré sa disponibilité à «pardonner».

Le MSP n'est apparemment pas rancunier et veut faire table rase du passé en affirmant que son mouvement est prêt a accueillir les partisans de Menasra qui veulent revenir.

M. Soltani soutient que le MSP ne ferme pas la porte aux militants désirant se ressaisir et regagner le parti.

Au sein du MSP, l'heure n'est donc plus à la crise, même si la question de la réconciliation est toujours d'actualité. Le mouvement islamique passe désormais à la gestion des grands dossiers et à la concrétisation de son programme.

Après cette mise au point du responsable du MSP, celui qui prétend avoir réglé tous ses problèmes internes, semble même avoir des leçons à donner aux autres partis se trouvent dans des situations similaires.

«Je ne suis pas tranquille par rapport à ce qui se passe au sein de certains mouvements politiques», dira Soltani.

Ce dernier précisera qu'il n'est pas dans ses intentions de rentrer dans les affaires internes de ces partis, mais plutôt d'enrichir leur expérience à travers la sienne.

Cette initiative, même si elle ne se solde par des résultats concrets, aura au moins, dira le conférencier, «le mérite de démontrer que les partis politiques peuvent se rencontrer autour d'un débat».

«La stabilité des partis fait partie de la stabilité du pays», selon le dirigeant du mouvement islamiste qui, apparemment, veut bloquer les redresseurs.

S'agissant des travaux de l'université d'été du MSP, Soltani a déclaré que les participants ont dégagé des recommandations.

Il s'agit, entre autres, du dossier des dissidents qui est entre les mains du bureau national. Il doit traiter le cas des personnes exprimant le vœu de revenir. Il s'agit, par ailleurs, de s'ouvrir sur le front international et de se rapprocher davantage de la jeunesse afin d'assurer la stabilité de l'Etat algérien.

Photo : Walid Triaa.

Soltani disposé à pardonner aux dissidents.

Concernant son éventuel retour au gouvernement, Soltani, tout en précisant qu'il n'est pas en conflit avec l'Exécutif, a expliqué «qu'actuellement, la priorité est de gérer les dossiers du parti».

Soltani à propos de la LFC

S'exprimant sur la loi de finances complémentaire pour 2009, le responsable du MSP a indiqué qu'il est favorable à la mesure de suppression du crédit à la consommation.

Seul hic à relever, selon le conférencier, celui de l'effet de surprise de cette mesure.

En effet, ce dernier a indiqué que le gouvernement aurait dû donner un délai d'au moins six mois pour mettre en œuvre cette mesure.

Solatni a proposé d'étendre le champ d'application du crédit sans intérêt accordé aux élus et aux députés afin de permettre aux couches moyennes de bénéficier des mêmes faveurs.

S. A.

L'ORGANISATION PATRONALE EN APPELLE AU CHEF DE L'ÉTAT

Le CSPA craint un travel-warning économique contre l'Algérie

Le Conseil supérieur du patronat algérien (CSPA), à l'instar d'autres organisations patronales, en appelle au chef de l'Etat pour mettre un terme à la cacophonie ambiante dans le domaine économique.

Dans une déclaration rendue publique hier, le CSPA invite le président de la République à redéfinir «clairement les objectifs économiques de l'Etat, de manière à rassurer aussi bien l'investisseur que le citoyen».

Une nécessité pour cette instance patronale, en vue d'«éviter à notre pays un retour sur la liste des pays à haut risque ou un travel-warning édicté à notre encontre, en raison de l'instabilité économique majeure que susciteraient pareilles décisions irréfléchies».

Par décisions irréfléchies, le CSPA entend les mesures de la loi de finances complémentaire pour 2009 qu'il qualifie également de mesures «concoctées et justifiées par des raccourcis politiques primaires» et «aussi paradoxales qu'injustifiées du fait qu'elles annihilent de facto l'objectif de l'Etat d'asseoir une démarche libérée du dirigisme».

C. B.

LES «RÉVÉLATIONS» D'UN SÉNATEUR :

«Un million et demi de martyrs n'est que mensonge»

L'ancien sénateur Djameleddine Habibi a révélé à l'hebdomadaire El-Khabar El-Ousboui ses vérités relatives à la guerre de Libération nationale. Celles-ci sont demeurées jusque-là des «postulats indémontrables».

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Djameleddine Habibi précise, dans son entretien, que l'agression du Maroc sur l'Algérie en 1963 a été «prétendue» par l'ancien président Ahmed Ben Bella.

Cette «mise en scène», selon lui, a été inventée pour mettre un terme aux conflit internes et à la lutte pour le pouvoir. Mais pourquoi l'attaque des Marocains n'a jamais été contestée par qui que ce soit ? A ce sujet, l'intervenant défie le commandement de toute contestation.

Cet ancien moudjahid a également parlé d'assassinat des deux martyrs Si El-Haouès et Amirouche, incriminant le groupe de Oujda et de Gardimao. «La Révolution algérienne a été minée de l'intérieur par des intrus. Elle a été trahie et a connu deux types de victimes», a-t-il dit. Et d'expliquer qu'il y a ceux qui ont été tués par la France et ceux qui ont été assassinés par d'autres.

Mais qui sont ces autres ? Le commandement de la révolution et le groupe de Oujda, des frontières et de Gardimao ! «Aujourd'hui, c'est facile de dénoncer les auteurs, mais assassiner quelqu'un et revenir des années plus tard pour le réhabiliter, c'est ce qui est inconcevable», s'indigne-t-il.

Il a évoqué, par la même, les dépassements enregistrés durant la guerre de libération et toutes ces liquidations des officiers et des commanditaires de la Révolution qu'il a qualifiés de purs «actes de terrorisme».

Dans le même registre, Djameleddine Habibi a accusé Boumediene et Ben Bella de l'exécution du colonel Mohamed Chaâbani, en octobre 1964.

«Ils auraient pu lui accorder la grâce, mais ils ne l'ont pas fait, car c'était quelqu'un qui gênait beaucoup, étant fidèle aux principes de la Révolution».

S'agissant du million et demi de martyrs, l'invité d'*El-Khabar El-Ousboui* a assuré que ce chiffre «imaginaire» n'est qu'un «prétexte» pour dilapider l'argent du peuple.

Malheureusement, poursuit-il, «ce mensonge auquel on croit toujours nous a coûté des milliards et permet de continuer à puiser annuellement de grandes sommes d'argent du Trésor public». Un «mensonge» qu'il a assimilé à l'histoire des faux moudjahidine.

Enfin, l'ancien sénateur a déploré la situation actuelle que vit l'Algérie. «Notre pays est devenu un atelier de banditisme où règne le vol des biens de l'Etat et l'appauvrissement du peuple», a-t-il affirmé.

Il en déduit, par là même, que l'Algérie qui se morfond entre les mains des malfaiteurs se retrouve de nouveau «colonisée» après que les moudjahidine l'ont libérée du colonisateur français.

Il conclut son entretien en disant que le président Bouteflika continue dans la politique de «prestige» menée auparavant par l'ancien président Houari Boumediene.

R. N.